

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 947

9 avril 2015

SOMMAIRE

Acaju Investments S.A.	45410	Horizon Fenêtre S.A.	45454
Accendo Capital Managers S.à r.l.	45414	LBLux SICAV-FIS	45413
Aibileen SPF, S.A.	45410	Maestro SICAV (Lux)	45417
Ambassador Investment Allocation S.A.	45415	Marbolux S.à r.l.	45418
Boomer Gestion SPF, S.A.	45411	Martin Currie Global Funds	45412
Canoe Securities S.A.	45411	Mildsun Investments S.à r.l.	45418
Carlington S.à r.l.	45419	Mizzen Manager S.à r.l.	45418
Dundeal (International) 29 S.à r.l.	45430	Mizzen Manco S.C.A.	45418
FACT Luxembourg S.A.	45451	New Rive Gauche S.à r.l.	45413
Falco Investments S.A.	45415	Olympia Le Tan IP S.à r.l.	45443
Falcon Invest Sicav	45451	Pastry Boom S.à r.l.	45419
Forum Europa	45416	Pine River Fixed Income Lux Holdings S.à r.l.	45413
Fulflex Europe s.à r.l.	45416	Prime Pool III C - T S.à r.l.	45420
Galeria K S.à r.l.	45416	Quadram s.à r.l.	45413
Gap Investment S.A.	45417	Quoniam Funds Selection SICAV	45411
GDL Carottages Lux, S.à r.l.	45455	Simi Consult S.A.	45412
GFII First Investments S.A.	45417	Sprint Cars and More S.à r.l.	45414
GNB-International Management, S.A. ...	45456	Tenke S.A.	45410
Griffin Topco S.à r.l.	45417	UBI SICAV	45414
Hairkiller Europe S.à r.l.	45456	Valstar S.A.	45412
Hansteen Neuss S.à r.l.	45415	Watt Lux S.A.	45412

Acaju Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 56.820.

—
Extrait du procès-verbal du conseil d'administration tenu en date du 2 mars 2015

Suivant les dispositions de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, et en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, les membres du conseil d'administration de la Société, délibérant valablement, nomment la société TRUSTCONSULT LUXEMBOURG S.A., société anonyme ayant son siège social au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 86 955 et membre de l'Ordre des Experts Comptables de Luxembourg, en qualité de dépositaire des actions au porteur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ACAJU INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2015035494/17.

(150040188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Tenke S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 14.674.

—
Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu mardi 20 avr. 2015 à 14:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31/12/2014.
2. Approbation du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Pour être admis à l'assemblée, tout détenteur d'actions au porteur est prié de déposer ses titres au siège social cinq jours francs avant l'assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2015048905/1267/18.

Aibileen SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 166.788.

—
Par décisions prises lors la réunion du conseil d'administration de la Société tenue le 17 Février 2015, il a été décidé de:

- nommer Citco C&T (Luxembourg) S.A., une société anonyme dûment constituée et existant en vertu des lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8 avenue Charles De Gaulle, L-1653 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B.139857 ("Citco"), comme agent dépositaire des titres au porteur émis par la société avec effet au 17.02.2015. CITCO C&T (Luxembourg) S.A. est réglementée par la Commission de Surveillance du Secteur Financier, un professionnel du secteur financier et à ce titre est autorisé à fournir des services d'agent dépositaire.

- D'approuver l'émission du registre des actions au porteur de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015035504/19.

(150040971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Canoe Securities S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 57.217.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale du 27 octobre 2014

La société HIFIN S.A., société anonyme, inscrite auprès du registre de commerce de Luxembourg sous le n° B 49 454 et ayant son siège social à L-1413 Luxembourg, 3, Place Dargent est nommée en tant que nouveau Commissaire aux Comptes jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de 2016 en remplacement de la société Triple A Consulting, démissionnaire.

Certifié sincère et conforme

CANOE SECURITIES S.A.

Référence de publication: 2015035602/14.

(150040551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Boomer Gestion SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 168.046.

—
Il résulte des actes de la Société que:

- La société FINSEV S.A. a présenté sa démission de sa fonction de Commissaire aux comptes en date du 9 Février 2015.

- Que Monsieur Benoît Dessy, Madame Hélène Mercier et la société CL Management S.A. ont présenté leur démission de leur fonction d'administrateur en date du 18 Février 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg) S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015035565/15.

(150040523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Quoniam Funds Selection SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 141.455.

—
Einberufung zur

AUßERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der aktionäre welche am 17. April 2015 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz stattfindet und folgende Tagesordnung hat:

Tagesordnung:

1. Änderung der Artikel 7, 8 und 10 der Satzung der Quoniam Funds Selection SICAV
2. Verschiedenes

Die außerordentliche Generalversammlung ist nur dann ordnungsgemäß beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist. In der Versammlung bedürfen die Beschlüsse der Zustimmung von mindestens zwei Dritteln der anwesenden oder vertretenen Aktionäre.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestands-bescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestands-bescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten sowie der vollständige Wortlaut der geänderten Artikel 7, 8 und 10 der Satzung können am Sitz der Gesellschaft unter der Telefonnummer 00352-2640-3009 oder unter der Faxnummer 00352-2640-2818 angefordert werden.

Aktionäre, die an der Generalversammlung persönlich teilnehmen möchten, werden gebeten, sich fünf Tage vor der Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft unter den zuvor genannten Kontaktdaten anzumelden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015048913/755/25.

Simi Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 95.551.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015035367/9.

(150039052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Valstar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 50.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VALSTAR S.A.

Référence de publication: 2015035420/10.

(150039522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Watt Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5754 Frisange, 44, op der Gell.
R.C.S. Luxembourg B 130.477.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035429/10.

(150039212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Martin Currie Global Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 65.796.

You are invited to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders of Martin Currie Global Funds (the "Company") which will be held at the Company's registered office on *April 28th, 2015* at 3 p.m. CET (the "Meeting") with the following identical agenda:

Agenda:

1. DEFINITION OF US PERSON

Replacement of "U.S. Person" by "US Person" and amendment to the definition of US Person in article 8 of the Company's articles of incorporation.

The shareholders are advised that resolution on the agenda of the Meeting shall be taken by respecting a quorum of at least one half of the capital present or represented. If such quorum is not met, a second extraordinary general meeting will be called which may deliberate, irrespective of the portion of the shares represented. In both meetings, resolution must be passed by at least two-thirds of the votes cast. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

A proxy form may be obtained at the Company's registered office and has to be returned by fax no later than April 24th, 2015 by 5 p.m. CET to the attention of Ms. Zakia Aouinti at number (+352) 464 010 413 and by mail to the registered office.

The full text of the revised articles of incorporation (with mark-up changes) is available upon request at the registered office of the Company.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2015048109/755/25.

Quadram s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4601 Differdange, 5, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 47.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015035311/9.

(150038976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Pine River Fixed Income Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 66.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 185.627.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015035284/10.

(150039439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

New Rive Gauche S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 30, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 100.799.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035252/10.

(150039444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

LBLux SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 132.782.

Die Aktionäre der LBLux SICAV-FIS werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

am Freitag, dem 17. April 2015, um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz 6B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, eingeladen. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates
2. Bericht des Abschlussprüfers
3. Genehmigung des Jahresabschlusses für das Geschäftsjahr vom 01. Januar 2014 bis zum 31. Dezember 2014
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Gewinnverwendung
6. Wahl des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 13. April 2015 die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Es besteht kein Quorum für die Generalversammlung. Die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2015045517/10183/25.

Sprint Cars and More S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3961 Ehlinge/Mess, 37, rue des 3 Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 111.902.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035382/10.

(150039512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Accendo Capital Managers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.972.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg, le 27 février 2015

Résolution:

Changement de l'adresse du gérant Henri ÖSTERLUND, l'adresse sera désormais 10, rue A. F. van der Meulen, L-2152 Luxembourg.

Changement de l'adresse du gérant Mark SHAY, l'adresse sera désormais Ryttaarvägen 6, 181 41 Lidingö, Suède

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015035456/14.

(150040130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

UBI SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 36.503.

Shareholders are kindly invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the premises of RBC Investor Services Bank S.A., 14, Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette, on 20 April 2015 at 10.30 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and Report of the Statutory Auditor to the Shareholders' Meeting;
2. Approval of the Financial Statements for the fiscal year ending 31 December 2014;
3. Allocation of profits;
4. Discharge to the members of the Board of Directors in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending 31 December 2014;
5. Statutory Appointments;
6. Any other business.

Shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on simple majority of the shares present or represented at the Meeting.

Holders of registered shares will receive by mail, at their address, a copy of this convening notice together with the relevant form for requesting the Attendance Form or giving proxy and voting instructions (if any).

Holders of bearer shares, in order to attend the Meeting, will have to deposit their shares five banking working days before the Meeting to:

- a. Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (acting on behalf of the Registrar and Transfer Agent of the SICAV: RBC Investor Services Bank S.A.), or
- b. RBC Investor Services Bank S.A., Via Vittor Pisani, 26, I-20124 Milano (acting as paying agent of the SICAV in Italy).

The latest annual report shall be available at the registered office of the Company and shall on request be supplied to shareholders free of charge.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2015047501/755/30.

Hansteen Neuss S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.820.950,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 109.133.

—
Extrait des décisions prises par l'associé unique en date du 25 février 2015

1. Madame Sarah Michaella Hornbuckle a démissionné de son mandat de gérante avec effet au 27 février 2015.
2. Le nombre de gérants a été diminué de 4 à 3.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle de Mme Janine McDONALD, de Mr Paul RODGER et de Mr Richard LOWES, gérants, se situe désormais au 1^{er} étage, Pegasus House, 37-43 Sackville Street, Londres W1S 3DL, Angleterre.

Luxembourg, le 27 février 2015.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Hansteen Neuss S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015034482/17.

(150038661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Falco Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.
R.C.S. Luxembourg B 169.867.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 10 novembre 2014

- La démission de Monsieur Alain VASSEUR en tant qu'administrateur est acceptée. Monsieur Fabrice CAURLA, expert-comptable, né le 04 février 1983 à Esch-sur-Alzette (L), demeurant à L-4107 Esch-sur-Alzette, 3, rue Emile Eischen est nommé en tant que nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

- La démission de la société TRIPLE A CONSULTING en tant que Commissaire aux Comptes est acceptée. La société HIFIN S.A. ayant son siège social au 3, Place Dargent à L-1413 Luxembourg, RCS Luxembourg B 49454 est nommée en tant que nouveau Commissaire aux Comptes. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2017.

Certifié sincère et conforme

Falco Investments S.A.

Référence de publication: 2015035691/18.

(150040665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Ambassador Investment Allocation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 133.056.

—
Beschluss des Verwaltungsrats vom 30. Januar 2015

Fiduciaire Soficodec S.à r.l.

Herr Emil Wirtz

6, avenue Guillaume

L-1650 Luxembourg

wird in Anwendung des Artikels 42 und dies gemäß Artikel 11bis, § 1^{er}, 3) d) des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 bezüglich der Handelsgesellschaften zum Depositar der Inhaberaktien bestellt. Die Bestellung ist zeitlich nicht befristet.

Luxembourg, den 30. Januar 2015.

Ambassador Investment Allocation Group S.A

Ulf v. Brosowski

Verwaltungsrat

Référence de publication: 2015035472/19.

(150040019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Galeria K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.516,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 157.007.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 17 octobre 2014, que Monsieur Frédéric Gardeur gérant de classe B est nommé président du conseil de gérance pour une durée déterminée d'une année, à compter du 17 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015035704/14.

(150040277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Fulflex Europe s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 4, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 183.380.

—
EXTRAIT

Il résulte de deux lettres de démission du 27 janvier 2015 que:

- Monsieur Luc Delhaye a présenté sa démission comme gérant de la société Fulflex Europe Sàrl avec effet au 27 janvier 2015.

- Monsieur Guy Dauwe a présenté sa démission comme gérant de la société Fulflex Europe Sàrl avec effet au 27 janvier 2015.

Pour extrait

Le Mandataire

Référence de publication: 2015035702/16.

(150039857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Forum Europa, Fondation.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 67, allée Léopold Goebel.

R.C.S. Luxembourg G 57.

Anlässlich seiner Sitzung vom 13. März 2014 in Luxemburg hat der vollzählig erschienene Verwaltungsrat der Stiftung Forum EUROPA, unter dem Vorsitz von Arno Krause, einstimmig beschlossen, den langjährigen (2002-2014) Geschäftsführer Claude Gengler als Mitglied in den Verwaltungsrat aufzunehmen und ihm gleichzeitig die Funktion des Stellvertretenden Vorsitzenden anzuvertrauen.

Der Verwaltungsrat der Stiftung Forum EUROPA setzt sich seit dem 1. April 2014 zusammen wie folgt:

- Vorsitzender ist Herr Arno Krause, Stellvertretender Vorsitzender des Gesellschafterausschusses der Europäischen Akademie Otzenhausen gGmbH, wohnhaft in D-66119 Saarbrücken, Lerchesflurweg 48, deutscher Staatsbürger;

- Stellvertretender Vorsitzender ist Herr Claude Gengler, Doktor der Geografie, wohnhaft in L-1371 Luxembourg, 11, Val Sainte Croix, luxemburgischer Staatsbürger;

- Mitglied ist Herr Paul Meyers, Doktor der Rechtswissenschaften, wohnhaft in L-2445 Luxembourg, 12, rue des Roses, luxemburgischer Staatsbürger;

- Mitglied ist Herr Rudolf Schäfer, Vorsitzender des Kuratoriums der Stiftung Europrofession, wohnhaft in D-66386 St. Ingbert, In der Kohldell 12, deutscher Staatsbürger;

- Mitglied ist Herr Horst Weber, Mitglied der Gesellschafterversammlung der Europäischen Akademie Otzenhausen gGmbH, wohnhaft in D-66129 Bübingen, Bergstraße 11, deutscher Staatsbürger;

- Mitglied ist Herr Léon Zeches, ehemaliger Generaldirektor der Mediengruppe Saint-Paul Luxembourg SA, wohnhaft in L-1546 Luxembourg, 8, rue Louis de Froment, luxemburgischer Staatsbürger.

Référence de publication: 2015035701/24.

(150039872) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Gap Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 76.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035716/10.

(150040410) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

GFII First Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z.A. Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 117.670.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GFII First Investments S.A.

Référence de publication: 2015035720/10.

(150040578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Griffin Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 154.273.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 02/03/2015 a décidé:

- d'accepter la démission de Mr Paul LAWRENCE de son poste de gérant avec effet immédiat;
- de nommer Mr Cédric FRISCH, né le 5 janvier 1982 à Messancy (Belgique) ayant pour résidence le 2-4 rue Eugène Ruppert L-2453 Luxembourg comme gérant de classe B de la société avec effet au 31 janvier 2015 Luxembourg, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015035714/12.

(150040163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Maestro SICAV (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 127.905.

L'assemblée générale du 4 février 2015 a décidé de renouveler les mandats de Madame Petra Reinhard Keller et de Messieurs Oliver Schütz et Eduard von Kymmel en tant que membres du conseil d'administration de Maestro SICAV (Lux).

Le conseil d'administration se compose dorénavant comme suif et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015:

- Petra Reinhard Keller, Membre du Conseil d'Administration
5, Kalanderplatz, CH-8045 Zurich
- Oliver Schütz, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- Eduard von Kymmel, Membre du Conseil d'Administration
5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative a été réélue comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Référence de publication: 2015035838/22.

(150040444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Marbolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7333 Steinsel, 60, rue des Prés.

R.C.S. Luxembourg B 145.695.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035867/10.

(150040386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Mizzen Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 171.028.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035854/10.

(150040220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Mildsun Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 18.009,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11/13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 191.180.

Par la présente, nous informons que le siège social de l'associé unique de la Société, Cistenique Investment Fund B.V., se trouve au 43, Pletterijweg, Willemstad, Curaçao et que l'adresse du siège social ne possède aucun code postal.

Luxembourg, le 3 mars 2015.

Mildsun Investments S.à r.l.

Représenté par M. Gilles Duroy

Gérant

Référence de publication: 2015035849/14.

(150040489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Mizzen Manager S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.473,69.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 171.018.

EXTRAIT

En date du 28 février 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- La démission de M. Erik Johan Cornelis Schoop en tant que gérant de catégorie B de la Société est acceptée avec effet immédiat;
- Madame Sheena Schmidt, avec adresse professionnelle au 15 Rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommée nouvelle gérante de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
- Les mandats de Messieurs Jeffrey Scott Wright et Christian Browne McGrath, en tant que gérants de catégorie A, sont renouvelés pour une durée indéterminée;
- Les mandats de Monsieur Jean-Marc McLean et de Madame Virginia Jennifer Strelen, en tant que gérants de catégorie B, sont renouvelés pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 2 mars 2013.

Référence de publication: 2015035852/20.

(150040526) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Carlington S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 157.573.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015035603/10.

(150040070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Pastry Boom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8469 Eischen, 36A, rue de la Gaichel.
R.C.S. Luxembourg B 166.446.

L'an deux mille quinze, le onze février.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société anonyme RCPW Invest S.A., ayant son siège social à L-8469 Eischen, 36a, rue de la Gaichel, R.C.S. Luxembourg numéro B 169775, ici représentée par ici représentée par Madame Cristiana VALENT, employée, demeurant professionnellement à Junglinster,

en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée «PASTRY BOOM S.à r.l.», avec siège social à L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 166446, a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 28 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 583 du 6 mars 2012 et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

- Que le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

- Que la comparante est la seule associée actuelle de ladite société et qu'elle a pris, par son mandataire, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale a décidé de transférer le siège social de la société de L-8422 Steinfort, 69, rue de Hobscheid à L-8469 Eischen, 36a, rue de la Gaichel et la 1^{ère} phrase de l'article 5 des statuts est modifiée et aura dorénavant la teneur suivante:

“ **Art. 5. 1^{ère} Phrase.** Le siège social est établi dans la commune de Hobscheid.”

Deuxième résolution

L'assemblée générale constate le changement d'adresse de l'associé unique, «RCPW Invest S.A.», prénommée, qui est dorénavant à L-8469 Eischen, 36a, rue de la Gaichel.

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de neuf cents euros (900,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Grass, en l'étude du notaire date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, elle a tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Cristiana VALENT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 13 février 2015. Relation GAC/2015/1271. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015034635/44.

(150038681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Prime Pool III C - T S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 194.832.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of February.

Before us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Prime Pool III B - T S à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office in L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, in the process to be registered at the Register of Trade and Companies of Luxembourg,

here represented by Massimiliano della Zonca, private employee, with professional address at 6A Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as here above stated, have requested the notary to state the following articles of incorporation of a private limited liability company («société à responsabilité limitée») governed by the relevant laws and the present Articles:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. Legal Form. There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of Prime Pool III C - T S.à r.l. (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. Purpose.

2.1. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind, and the administration, control and development of its portfolio.

2.2. The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment to the articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the city of Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by means of a decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the general meeting of shareholders shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders.

9.1 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, at least one general meeting of shareholders shall be held within six (6) months of the end of each financial year in Luxembourg at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of such meeting. Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all of the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived any convening requirement, the meeting may be held without prior notice or publication.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital. If this majority is not reached in a first meeting or proposed written resolution, the shareholders may be convened a second time with the same agenda or receive such proposed written resolution a second time by registered letter, decisions are validly adopted in so far as they are adopted by a majority of the votes validly cast whichever is the fraction of the share capital represented.

10.3 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. One person may represent several or even all shareholders.

10.4 Shareholders taking part in a meeting by conference call, through video conference or by any other means of communication allowing their identification and allowing that all persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting, are deemed to be present

for the computation of the quorums and votes, subject to such means of communication being made available at the place of the meeting.

Art. 11. Change of nationality.

11.1 The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association.

12.1 Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term sole manager is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the board of managers used in these articles of association is to be construed as a reference to the sole manager.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Appointment, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office. The general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the board of managers as class A manager (the "Class A Managers") or class B manager (the "Class B Managers").

14.2 The manager(s) shall be appointed and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company's share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four (24) hours at least in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participation in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. In the event of a tie, the chairman shall have a casting vote.

16.7 The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent

separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers; Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any), or by any two (2) managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties.

18.1 The Company shall be bound towards third parties by the individual signature of the sole manager or of any manager.

18.2 However, if the shareholders have qualified the managers as Class A Managers or as Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

18.3 The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature or any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the board of managers, within the limits of such special power.

E. Audit and supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5 An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year.

20.1 The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2 Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees to such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law.

24.1 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Subscription and payment

All the twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by Prime Pool III B - T S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

Transitional dispositions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2015.

2. The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2016.

3. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Steven Kauff, born in New York, United States of America on 27 April 1962, professionally residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

(ii) Jonathan Farkas, born in New York, United States of America on 5 June 1980, professionally residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, and

(iii) David Fallick, born in New York, United States of America, on 16 August 1963, residing at 6th floor, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same proxyholder and in case of divergence between the English and the French texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dixième jour de février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx notaire, de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

Prime Pool III B - T S à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves, non encore inscrite au registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg,

ici représentée par Massimiliano della Zonca, employé privé, demeurant professionnellement au 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a prié le notaire d'acter les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée régie par les lois applicables et les présents statuts:

A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Nom - Forme. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Prime Pool III C - T S à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

2.2. La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée indéterminée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège Social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés.

9.1 Dans l'hypothèse où la Société aurait plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale des associés devra être tenue au minimum dans les six (6) mois suivant la fin de l'exercice social au Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit tel que précisé dans la convocation à cette assemblée générale. D'autres assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation ou publication préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si ce chiffre n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, les associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois par lettres recommandées avec le même agenda et les décisions sont valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

10.3 Tout associé pourra prendre part aux assemblées des associés en désignant par écrit, ou par télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une autre personne comme son mandataire.

10.4 Les associés prenant part à une assemblée par visioconférence ou tout autre moyen de communication permettant leur identification sont censés être présents pour le calcul des quorums et des votes. Les moyens de communication utilisés doivent permettre à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre les uns les autres de façon continue et doivent permettre une participation effective de toutes ces personnes à la réunion.

Art. 11. Changement de nationalité.

11.1 Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts.

12.1 Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat. L'assemblée générale des associés pourra décider de qualifier les membres désignés du conseil de gérance comme gérant de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou gérant de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnées dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. En cas de partage des voix, le président du conseil de gérance dispose d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance; procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant, ou par deux (2) gérants. Les copies ou

extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers.

18.1 La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du gérant unique ou la signature individuelle de l'un des gérants.

18.2 Toutefois, si les associés ont qualifié les gérants de Gérants de Catégorie A ou de Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un (1) Gérant de Catégorie A et d'un (1) Gérant de Catégorie B.

18.3 La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

E. Audit et surveillance

Art. 19. Commissaire(s) - réviseur(s) d'entreprises agréé(s).

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social.

20.1 L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable.

24.1 Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Souscription et libération

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par Prime Pool III B - T S à r.l., susmentionnée, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale des associés sera tenue en 2016.
3. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à EUR 1.200.-

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie à L-2633 Senningerberg, 6A route de Trèves.

2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée illimitée:

(i) Steven Kauff, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 27 avril 1962, résidant professionnellement au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg,

(ii) Jonathan Farkas, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 5 juin 1980, résidant professionnellement au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg, et

(iii) David Fallick, né à New York, Etats-Unis d'Amérique le 16 août 1963, résidant au 6^{ème} étage, 6A route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande du mandataire de la comparante, que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. DELLA ZONCA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 février 2015. Relation: 1LAC/2015/5130. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015033858/537.

(150038133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 février 2015.

Dundeal (International) 29 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stumper.

R.C.S. Luxembourg B 194.877.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of February.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary, residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg)

THERE APPEARED:

Dundee International (Luxembourg) Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 108,197,418 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160396 (hereafter referred to as the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, with business address in L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, Grand Duchy of Luxembourg (the "Representative"), by virtue of a power of attorney, which, after having been signed *in varietur* by the Representative and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented by the Representative, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which he declared to establish.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 There is hereby established by a single founding member, a company in the form of a private limited company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company has initially one sole shareholder. The Company may, however, at any time be composed of any number of shareholders not exceeding forty (40).

2. Company name.

2.1 The Company exists under the name "Dundeal (International) 29 S.à r.l.".

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the municipality of Luxembourg.

3.2 The Management is authorized to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Management.

3.4 In the event that, in the opinion of the Management, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object. The object of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

5. Duration. The Company is established for an indefinite period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares, each with a par value of one Euro (EUR 1.-).

6.2 In addition to the share capital, the shareholder(s) of the Company (the "Shareholder(s)") may decide to set up a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

6.5 The Company may only acquire its own shares for the purpose of and subject to their immediate cancellation.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 The shares may be transferred freely amongst the Shareholders.

8.2 Where the Company has a sole Shareholder, such Shareholder may freely transfer his/her/its shares.

8.3 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital.

8.4 Any transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the rules on the transfer of claims in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

Management, Auditor

9. Managers.

9.1 The Company shall be managed by one or several managers, whether Shareholders or not (the "Manager(s)").

9.2 The Manager(s) are appointed by the Shareholders who determine (i) their number, (ii) their remuneration and (iii) the limited or unlimited duration of their mandate.

9.3 The Manager(s) will hold office until their successors are elected. They may be reelected and may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

9.4 The Shareholders may decide to qualify the appointed Managers as class A managers and class B managers.

9.5 Even after the term of their mandate, the Manager(s) are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10. Board of Managers.

10.1 Where more than one Manager has been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board").

10.2 The Board may appoint one Manager as chairman (the "Chairman of the Board").

10.3 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

11. Powers of Management.

11.1 The Manager or the Board (as applicable) (the "Management") is vested with powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of an administrative or a disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Management.

11.2 The Management may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

11.3 The Management may confer certain powers and/or special mandates, including the representation of the Company vis-à-vis third parties to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly.

12. Meetings of the Board and Written Decisions.

12.1 The Board will meet upon the request of any two or more Board members, and where there are both class A managers and class B managers, by at least one manager of each such class.

12.2 The Chairman of the Board will inform each Board member of place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Board members at least twenty-four hours prior to the meeting. No separate notice is required for meetings held at places, dates and times specified in a time schedule previously adopted by a decision of the Board and in cases of urgency.

12.3 The notice requirement may be waived by unanimous consent by all Board members at the meeting of the Board or otherwise.

12.4 The Chairman of the Board will preside at all Board meetings. In her/his absence the Board may appoint another Board member as Chairman of the Board pro tempore by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting.

12.5 Board members may act at any Board meeting by appointing another Board member in writing as her/his representative.

12.6 Board members may participate in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

12.7 Subject to section 12.8, the quorum for Board meetings is the presence or representation at the relevant Board meeting of a majority of the Board members holding office.

12.8 If the appointed Managers have been qualified as class A managers and class B managers, the quorum for Board meetings is the presence or representation at the relevant Board meeting of a majority of the Board members holding office, including at least one class A manager and one class B manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the votes of the Board members present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the Board has a casting vote.

12.10 The minutes of Board decisions must be drawn up and signed by all Board members present at the relevant meeting. Any powers of attorney will remain attached to the minutes.

12.11 A written decision signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.12 Where only one Manager has been appointed, such Manager must draw up minutes of his/her decisions in writing and sign these.

13. Representation of the Company.

13.1 Where only one Manager has been appointed, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the sole signature of that Manager.

13.2 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Board members.

13.3 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the joint signatures of one class A manager and one class B manager if the sole shareholder or the Shareholders (as applicable) have appointed a class A manager(s) and class B manager(s).

13.4 Notwithstanding the above, the Company will also be bound vis-à-vis third parties by any person to whom valid powers of representation have been delegated by the sole Manager or the Board, as applicable.

14. Conflict of Interests.

14.1 No contract or other business between the Company and another company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorized representatives of the Company, including but not limited to any Manager, (i) has a personal interest in, or (ii) is a duly authorized representative and/or shareholder of the said other company or firm (the "Conflicted Representative").

14.2 Except as otherwise provided for hereafter, the Conflicted Representative shall not be automatically prevented from participating in the deliberations or voting on any such transaction, contract or other business. For all contracts or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length, the Conflicted Representative shall inform the Board of any such personal interest and shall not deliberate or vote on any such transaction or other business, and the Shareholders shall be notified of such transaction or other business and the Conflicted Representative's interest therein.

14.3 If the Conflicted Representative is the sole Manager of the Company, the relevant contract or other business not (i) falling within the scope of the day-to-day management of the Company, (ii) being concluded in the Company's ordinary course of business and (iii) being concluded at arm's length shall be approved by the General Meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as the case may be).

15. Indemnification of Managers.

15.1 The Company will indemnify its Manager(s), and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Manager(s) is/(are) party for being or having been Manager(s) of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Manager(s) is/(are) not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Manager(s) did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Manager(s) and, if applicable its/(their) successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

16.1 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more statutory auditors, which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditors, being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditors, (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 All other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Written Resolutions.

18.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

18.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Management by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Management of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

18.3 The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

The formal requirements set forth in para. 18.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

18.4 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Management.

19. Shareholders' meetings (annual and extraordinary).

19.1 An annual Shareholders' meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

19.2 Extraordinary Shareholders' meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Management, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company.

19.3 A Shareholders' meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Management, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

19.4 The notice convening the Shareholders' meeting and indicating its place, date, time and agenda shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the Shareholders' meeting. If all Shareholders are present or represented at a Shareholders' meeting, they may state that they have been informed about the agenda of the meeting and waive the aforesaid requirement of prior notice.

19.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents the Shareholders of the Company.

19.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

20.3 The Management may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 The Chairman of the Board, or in his/her absence, any other person designated by the Shareholders will preside at each Shareholders' meeting (the "Chairman of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chairman of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Management.

Financial year, distributions of earnings

21. Financial year.

21.1 The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

22. Approval of financial statements.

22.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Management will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

22.2 The Management will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

22.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23. Allocation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated. The reserve can be used in whole or in part to (i) absorb existing losses, if any, (ii) put into a reserve or provision, (iii) carry it forward to the next following financial year or (iv) be distributed to the Shareholders as a dividend.

24. Interim dividends. The Management is authorised to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Dissolution, Liquidation

25. Dissolution and liquidation.

25.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

25.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

25.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

26. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the applicable law.

Transitory provisions:

The first financial year of the Company will begin on the present date and end on 31 December 2015.

Subscription and payment:

Thereupon, the Sole Shareholder, represented by the Representative, declared to subscribe to and to fully pay in cash all the twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value amount of one euro (EUR 1) each issued by the Company.

Proof of such payment has been given to the undersigned notary who states that the conditions set forth in articles 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended by article 1832 of the civil code, as amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Resolutions of the sole shareholder:

The Sole Shareholder, represented by the Representative, in its capacity as sole shareholder of the Company, thereupon passed the following shareholders' resolutions:

1. The number of Managers is set at three (3) and the following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited period:

- Mr George VALENTINI, born in Hamilton, Canada, on 21 June 1958, with professional address at 30 Adelaide Street East, Suite 1600, State Street Financial Centre, Toronto, ON, Canada M5C 3H1, as class A manager;

- Mr Cengiz COELHAN, born in Bad Hersfeld, Germany, on 10 May 1974, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class A manager;

- Mr Andreas MISCHLER, born in Saarlouis, Germany, on 16 October 1973, with professional address at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class B manager; and

2. The registered office of the Company shall be at 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately 1,500.- Euros.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Redange-sur-Attert, on the date stated at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

This document was read to the Representative, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence. This original deed was then signed by the Representative together with the notary.

Nachfolgend die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am neunzehnten Februar.

ist vor mir, Maître Danielle KOLBACH, Notar mit Sitz in Redange-sur-Attert (Großherzogtum Luxemburg),

die Dundee International Luxembourg Holdings S.à.r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit eingetragenem Sitz in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 108.197.418 und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 160396 (der „Gründungsgesellschafter“) erschienen,

in diesem Fall vertreten durch Frau Virginie PIERRU, Notarschreiber, geschäftsansässig in L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, Großherzogtum Luxemburg (der „Vertreter“), kraft einer Vollmacht, die, nachdem sie ne varietur vom Vertreter und vom unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Eintragung beigefügt wird.

Der Gründungsgesellschafter, repräsentiert durch den Vertreter, hat den unterzeichneten Notar aufgefordert, die folgende Satzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) aufzusetzen, die er zu gründen erklärt hat.

Gesellschaftsform, Name, Geschäftssitz, Gegenstand, Dauer,

1. Gesellschaftsform.

1.1 Hiermit wird durch ein einziges Gründungsmitglied eine Gesellschaft in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) (die „Gesellschaft“) gegründet, die dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, und zwar insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das „Gesetz“), Artikel 1832 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches in seiner derzeit geltenden Fassung sowie der vorliegenden Gesellschaftssatzung (die „Satzung“).

1.2 Die Gesellschaft besteht anfänglich aus einem alleinigen Gesellschafter. Die Gesellschaft darf jedoch jederzeit aus einer beliebigen Anzahl von Gesellschaftern bestehen, soweit sie nicht über vierzig (40) beträgt.

2. Firmenname.

2.1 Die Gesellschaft besteht unter dem Namen „Dundeal (International) 29 S.à r.l.“.

3. Eingetragener Firmensitz.

3.1 Der eingetragene Firmensitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg.

3.2 Der Vorstand ist ermächtigt, die Anschrift des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde des eingetragenen Firmensitzes der Gesellschaft zu ändern.

3.3 Zweigstellen bzw. sonstige Niederlassungen können auf Beschluss des Vorstands entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden.

3.4 Sollten nach Ansicht der Geschäftsführung außerordentliche politische, wirtschaftliche oder gesellschaftliche Entwicklungen vorliegen oder bevorstehen, die die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Firmensitz oder die problemlose Kommunikation mit dem besagten Sitz oder zwischen diesem Sitz und sich im Ausland aufhaltenden Personen beeinträchtigen würden, so darf sie den eingetragenen Firmensitz vorübergehend und bis zum Ende dieser außerordentlichen Umstände ins Ausland verlegen. Derartige zeitweiligen Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft; sie bleibt ungeachtet der zeitweiligen Verlegung des eingetragenen Firmensitzes eine dem Recht des Großherzogtums Luxemburg unterliegende Gesellschaft.

4. Gegenstand. Der Zweck der Gesellschaft besteht im Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an kommerziellen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen sowie in der Verwaltung, in der Entwicklung und im Management dieser Beteiligungen.

Dies beinhaltet ohne Einschränkung die Investition in, der Erwerb von und die Verfügung über, sowie die Gewährung oder Ausgabe (ohne öffentliches Angebot) von Preferred Equity Certificates, Darlehen, Anleihen, Schuldverschreibungen, Pfandbriefe und andere Schuldtitel, Aktien, Optionsscheine sowie andere Eigenkapitalinstrumente oder -rechte, einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, Aktienkapital, Anteile an Kommanditgesellschaften, an Gesellschaften mit beschränkter Haftung, Vorzugsaktien, Wertpapiere und Swaps und jedwede Kombination davon, jeweils unabhängig davon, ob ohne weiteres marktfähig oder nicht, sowie Schuldverschreibungen (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, synthetische Schuldverschreibungen) in jedweder Art von Gesellschaft, juristischen Person oder anderem Rechtsobjekt.

Die Gesellschaft kann ihre Mittel auch dazu verwenden, in Immobilien, Immaterialgüterrechte oder jedwedes anderes bewegliches und unbewegliches Vermögen in jedweder Form oder jedweder Art zu investieren.

Die Gesellschaft kann Pfandrechte, Garantien, dingliche Sicherungsrechte, Hypotheken und jede andere Form von Sicherheiten sowie jedwede Form von Entschädigung, für luxemburgische oder ausländische Gesellschaften, bezüglich ihrer eignen Verpflichtungen und Schulden gewähren.

Die Gesellschaft kann ferner ihren Tochtergesellschaften Unterstützung in jedweder Form (einschließlich, ohne darauf beschränkt zu sein, der Ausdehnung von Vorschüssen, Darlehen, Geldeinlagen und Krediten sowie der Gewährung von

Pfandrechten, Garantien, dinglichen Sicherungsrechten, Hypotheken und jeder anderen Form von Sicherheit) zukommen lassen. Gelegentlich kann die Gesellschaft Unternehmen, die Teil der gleichen Unternehmensgruppe sind, zu der die Gesellschaft gehört, oder Dritten dieselbe Unterstützung zukommen lassen, vorausgesetzt, dass dies im besten Interesse der Gesellschaft ist und dadurch keine Genehmigungserfordernisse entstehen.

Die Gesellschaft darf alle wirtschaftlichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten durchführen, die direkt oder indirekt mit allen vorstehend beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erreichung des Zwecks der Gesellschaft zu erleichtern.

Ungeachtet des Vorstehenden darf die Gesellschaft keine Geschäfte tätigen, die dazu führen könnten, dass sie an einer reglementierten Tätigkeit oder an einer Tätigkeit beteiligt ist, für die die Gesellschaft eine Lizenz benötigt.

5. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet.

Stammkapital und Übertragung von Anteilen

6. Stammkapital.

6.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-), verteilt auf zwölftausendfünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennwert von jeweils ein Euro (EUR 1.-).

6.2 Der/die Gesellschafter der Gesellschaft (der/die „Gesellschafter“) ist/sind berechtigt, die Bildung einer Agiorücklage zusätzlich zum Stammkapital zu beschließen. Jedes Aufgeld, das zusätzlich zum Nennwert für Anteile bezahlt wurde, muss in diese Agiorücklage übertragen werden. Die Mittel der Agiorücklage dürfen von der Gesellschaft dafür eingesetzt werden, ihre Anteile von Gesellschaftern zurückzukaufen, Nettoverluste auszugleichen, Ausschüttungen an die Gesellschafter vorzunehmen oder Mittel in die gesetzliche Rücklage einzustellen.

6.3 Neben dem Stammkapital und der Agiorücklage kann die Gesellschaft ein Kapitaleinlagenkonto 115 (compte 115 "Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres") einrichten, in das die Gesellschaft Einlagen in die Gesellschaft einstellen kann, die erfolgen, ohne dass die Gesellschaft neue Anteile als Gegenleistung für die entsprechende Einlage ausgibt.

6.4 Die Gesellschafter können das Stammkapital der Gesellschaft einmal oder mehrmals in Übereinstimmung mit dieser Satzung und dem auf die jeweiligen Fassung dieser Satzung anwendbaren Recht des Großherzogtums Luxemburg verringern oder erhöhen.

6.5 Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile nur zwecks und vorbehaltlich ihrer unverzüglichen Einziehung erwerben.

7. Anteile.

7.1 Alle Anteile sind Namensanteile und bleiben als Namensanteile bestehen.

7.2 Der Besitz eines Anteils ist mit der stillschweigenden Annahme der Satzung und der von den Gesellschaftern gefassten Beschlüsse verbunden.

7.3 Jeder Anteil berechtigt in den von den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg auferlegten Grenzen zu einer Stimme.

7.4 Gegenüber der Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar. Mitinhaber von Anteilen müssen gegenüber der Gesellschaft durch einen gemeinsamen Vertreter vertreten werden. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller Rechte, die mit einem Anteil verbunden sind, so lange auszusetzen, bis die Mitinhaber der Gesellschaft gegenüber schriftlich oder per Telefax einen gemeinsamen Vertreter ernannt haben.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Die Anteile können unter den Gesellschaftern frei übertragen werden.

8.2 Sofern die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, darf dieser Gesellschafter seine/ihre Anteile frei übertragen.

8.3 Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, bedarf jede Übertragung von Anteilen an Dritte der Zustimmung seitens der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des gesamten begebenen Stammkapitals repräsentieren.

8.4 Jede Übertragung der Anteile muss durch eine notarielle Urkunde oder einen privatschriftlichen Vertrag nachgewiesen werden. Für die Gesellschaft oder für Dritte sind keine Anteilsübertragungen bindend, die der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß bekannt gegeben oder nicht gemäß den Regeln für die Übertragung von Ansprüchen gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere gemäß Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuches von der Gesellschaft angenommen wurden.

Geschäftsführung; Wirtschaftsprüfer

9. Geschäftsführer.

9.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet, wobei es sich sowohl um Gesellschafter als auch um Nicht-Gesellschafter handeln kann (der/die „Geschäftsführer“).

9.2 Der/die Geschäftsführer wird/werden von den Gesellschaftern ernannt, die (i) ihre Anzahl, (ii) ihre Vergütung und (iii) die begrenzte oder unbegrenzte Dauer ihres Mandats bestimmen.

9.3 Der/die Geschäftsführer bekleidet/bekleiden sein Amt/ihre Ämter, bis sein/ihre Nachfolger gewählt werde(n). Sie dürfen von den Gesellschaftern wiedergewählt und jederzeit mit oder ohne sachlichen Grund von ihnen entlassen werden.

9.4 Die Gesellschafter können beschließen, den/die ernannten Geschäftsführer als Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer zu qualifizieren.

9.5 Auch nach dem Ablauf ihres Mandats ist der/sind die Geschäftsführer nicht zur Offenlegung vertraulicher Informationen der Gesellschaft oder von Gesellschaftsinformationen berechtigt, die den Interessen der Gesellschaft schaden könnten, es sei denn, eine solche Offenlegung ist gesetzlich vorgeschrieben.

10. Vorstand.

10.1 Sofern mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, bilden die Geschäftsführer einen Vorstand (der „Vorstand“).

10.2 Der Vorstand ernennt einen Geschäftsführer zum Vorstandsvorsitzenden (der „Vorstandsvorsitzende“).

10.3 Der Vorstand kann auch einen Schriftführer ernennen, der nicht selbst Geschäftsführer sein muss und der für die Führung der Protokolle der Vorstandssitzungen und Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

11. Befugnisse der Geschäftsführung.

11.1 Der Geschäftsführer oder der Vorstand (je nachdem, was zutreffend ist) (die „Geschäftsführung“) ist mit der Befugnis ausgestattet, im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Maßnahmen administrativer oder anordnender Natur durchzuführen bzw. zu genehmigen, die im Sinne der Erreichung des Zwecks der Gesellschaft erforderlich bzw. nützlich sind. Alle Befugnisse, die nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg nicht ausdrücklich den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Kompetenzbereich der Geschäftsführung.

11.2 Die Geschäftsführung kann auch einen oder mehrere beratende Ausschüsse bestellen und deren Zusammensetzung und Zweck bestimmen.

11.3 Die Geschäftsführung kann bestimmte Befugnisse und/oder besondere Mandate einschließlich der Vertretung gegenüber Drittparteien auf einen oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder Dritte übertragen, wobei diese jeweils allein oder gemeinsam handeln können.

12. Sitzungen des Vorstands und Schriftform der Beschlüsse.

12.1 Der Vorstand tritt auf Antrag von zwei oder mehreren Vorstandsmitgliedern zusammen und wenn es sowohl Vorstandsmitglieder der Kategorie A als auch Vorstandsmitglieder der Kategorie B gibt, auf Antrag von mindestens einem Vorstandsmitglied jeder dieser Kategorien.

12.2 Der Vorstandsvorsitzende informiert alle Vorstandsmitglieder mittels einer schriftlichen Mitteilung oder per E-Mail über den Ort, das Datum, die Uhrzeit und die Tagesordnung der Sitzung. Diese Mitteilung muss den Vorstandsmitgliedern mindestens vierundzwanzig Stunden vor der Sitzung zugehen. Im Fall von Sitzungen, die an Orten, an Tagen und zu Uhrzeiten, die im Voraus durch einen Vorstandsbeschluss festgelegt wurden, und in dringenden Fällen ist eine gesonderte Mitteilung nicht erforderlich.

12.3 Auf das Erfordernis einer Mitteilung kann durch einstimmige schriftliche Zustimmung aller Vorstandsmitglieder bei der Sitzung des Vorstands oder auf andere Weise verzichtet werden.

12.4 Der/die Vorstandsvorsitzende hält den Vorsitz bei allen Vorstandssitzungen. Ist er/sie abwesend, kann der Vorstand ein anderes Mitglied zum/zur Vorstandsvorsitzenden auf Zeit bestimmen, wenn eine Mehrheit der auf der entsprechenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Geschäftsführer dies mittels Abstimmung beschließt.

12.5 Vorstandsmitglieder können an jeder beliebigen Vorstandssitzung mitwirken, indem sie ein anderes Vorstandsmitglied schriftlich zur ihrem Vertreter ernennen.

12.6 Vorstandsmitglieder können an einer Vorstandssitzung mittels Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnlicher Kommunikationsmittel teilnehmen, die es mehreren daran teilnehmenden Personen ermöglicht, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine derartige Teilnahme ist als der physischen Anwesenheit bei einer Sitzung gleichwertig zu betrachten.

12.7 Vorbehaltlich Abschnitt 12.8 ist die Beschlussfähigkeit von Vorstandssitzungen gegeben, wenn die Mehrheit der amtierenden Vorstandsmitglieder bei der betreffenden Sitzung persönlich bzw. in Gestalt der jeweiligen Vertreter anwesend ist.

12.8 Wenn die ernannten Vorstandsmitglieder in Vorstandsmitglieder der Kategorie A und als Vorstandsmitglieder der Kategorie B untergliedert sind, ist die Beschlussfähigkeit von Vorstandssitzungen gegeben, wenn die Mehrheit der amtierenden Vorstandsmitglieder, darunter mindestens ein Vorstandsmitglied der Kategorie A und ein Vorstandsmitglied der Kategorie B, bei der betreffenden Sitzung persönlich anwesend bzw. vertreten ist.

12.9 Beschlüsse des Vorstands werden durch eine Mehrheit der bei der betreffenden Sitzung anwesenden bzw. vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst. Im Fall der Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorstandsvorsitzenden den Ausschlag.

12.10 Das Protokoll der Vorstandsbeschlüsse muss im Rahmen der entsprechenden Sitzung abgefasst und von allen anwesenden Vorstandsmitgliedern unterzeichnet werden. Etwaige Vollmachten sind dem Protokoll beizufügen.

12.11 Ein schriftlicher Beschluss, der von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, ist ebenso ordnungsgemäß und gültig wie ein Beschluss, der bei einer Vorstandssitzung gefasst wurde, die ordnungsgemäß einberufen und abgehalten wurde. Eine solche Entscheidung kann entweder durch ein einzelnes Dokument, das von allen Geschäftsführern unterzeichnet wurde, oder durch mehrere separate Dokumente belegt werden, die alle den gleichen Inhalt haben und jeweils von einem Geschäftsführer oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet wurden.

12.12 Sofern nur ein Geschäftsführer/eine Geschäftsführerin ernannt wurde, hat dieser/diese Protokolle seiner/ihrer Entscheidungen schriftlich aufzusetzen und diese zu unterzeichnen.

13. Vertretung der Gesellschaft.

13.1 Sofern nur ein Geschäftsführer ernannt wurde, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die alleinige Unterzeichnung durch diesen Geschäftsführer gebunden.

13.2 Sofern die Gesellschaft von einem Vorstand geleitet wird, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterzeichnung seitens zweier beliebige Vorstandsmitglieder gebunden.

13.3 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten nur durch die gemeinsamen Unterschriften eines Klasse-A-Geschäftsführers und eines Klasse-B-Geschäftsführers gebunden, wenn der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafter (je nachdem, was zutreffend ist) (einen) Klasse-A- und Klasse-B-Geschäftsführer ernannt haben.

13.4 Ungeachtet des Vorstehenden wird die Gesellschaft gegenüber Dritten ferner durch jede Person, dem von dem alleinigen Geschäftsführer bzw. dem Vorstand gültige Vertretungsbefugnisse übertragen worden sind.

14. Interessenkonflikt.

14.1 Kein Vertrag und kein sonstiges Geschäft zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens wird allein durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere ordnungsgemäß ermächtigte Vertreter der Gesellschaft, einschließlich ihrer Geschäftsführer, an der besagten anderen Gesellschaft oder dem besagten anderen Unternehmen (i) persönlich beteiligt ist oder (ii) einen ordnungsgemäß bevollmächtigter Vertreter und/oder Gesellschafter derselben ist/sind (der „vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter“).

14.2 Soweit im Folgenden nichts anderes vorgesehen ist, wird der vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter nicht automatisch an der Teilnahme an den Beratungen oder Abstimmungen über derartige Transaktionen, Verträge oder sonstige Geschäfte gehindert. Bei allen Verträge oder sonstigen Geschäften, die (i) nicht in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fallen, (ii) nicht im ordentlichen Geschäftsgang der Gesellschaft abgeschlossen werden und (iii) nicht unter unverbundenen Parteien abgeschlossen werden, hat der vom Interessenkonflikt betroffene Vertreter den Vorstand über eine solche persönliche Beteiligung in Kenntnis zu setzen und an keinen solchen Transaktionen oder sonstigen Geschäften teilzunehmen oder über diese abzustimmen; die Gesellschafter sind in diesem Fall über derartige Transaktionen oder sonstige Geschäfte und die Beteiligung des vom Interessenkonflikt betroffenen Vertreters daran in Kenntnis zu setzen.

14.3 Falls es sich beim vom Interessenkonflikt betroffenen Vertreter um den alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft handelt, ist der betreffende Vertrag oder das betreffende sonstige Geschäft, der/das (i) nicht in den Bereich der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft fällt, (ii) nicht im ordentlichen Geschäftsgang der Gesellschaft abgeschlossen wird und (iii) nicht unter unverbundenen Parteien abgeschlossen wird, (je nachdem) von der Hauptversammlung oder vom alleinigen Gesellschafter zu bewilligen.

15. Schadenersatz für Geschäftsführer.

15.1 Die Gesellschaft hat ihrem Geschäftsführer bzw. ihren Geschäftsführern und gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern Ersatz für Schäden und Aufwendungen zu leisten, die vernünftigerweise in Zusammenhang mit jedweder Streitsache, Klage oder jedwedem Rechtsverfahren, an der bzw. dem der bzw. die Geschäftsführer aufgrund ihrer gegenwärtigen oder früheren Stellung als Geschäftsführer der Gesellschaft oder, auf Antrag der Gesellschaft, jeder anderen Gesellschaft, in der die Gesellschaft ein Gesellschafter oder Gläubiger ist, wenn und soweit sie kein Recht auf Schadenersatz gegenüber dieser anderen Gesellschaft haben, Partei ist bzw. sind.

15.2 Schadenersatz ist nicht zu leisten, wenn und soweit der bzw. die Geschäftsführer in einer Streitsache, Klage oder einem Rechtsverfahren nicht wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird bzw. werden.

15.3 Im Falle eines Vergleichs ist Schadenersatz nur zu leisten, wenn und soweit der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater darauf hingewiesen wird, dass der bzw. die Geschäftsführer keine Pflichtverletzung begangen hat bzw. haben.

15.4 Das vorstehende Recht auf Schadenersatz schließt andere dem Geschäftsführer bzw. den Geschäftsführern oder gegebenenfalls seinen bzw. ihren Rechtsnachfolgern, Erben, Testamentsvollstreckern und Nachlassverwaltern zustehende Rechte nicht aus.

16. Audit.

16.1 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger Wirtschaftsprüfer erforderlich ist und die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, sind die Jahresabschlüsse der Gesellschaft von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfern zu prüfen, bei denen es sich entweder um einen oder mehrere Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.2 Wenn gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg kein unabhängiger Wirtschaftsprüfer erforderlich ist und die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) Gesellschafter oder weniger hat, können die Gesellschafter entscheiden, ohne hierzu verpflichtet zu sein, die Jahresabschlüsse von einem oder mehreren gesetzlichen Wirtschaftsprüfern prüfen zu lassen, bei denen es sich entweder um Gesellschafter oder um Dritte handeln kann.

16.3 Der/Die Wirtschaftsprüfer ist/sind von den Gesellschaftern zu ernennen, die (i) die Anzahl der Wirtschaftsprüfer, (ii) die Vergütung des/der Wirtschaftsprüfer(s) und (iii) die Dauer des Mandats des/der Wirtschaftsprüfer(s) bestimmen. Der/Die Wirtschaftsprüfer bleibt/bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt werden. Sie können am Ende ihrer Beauftragungszeit wiedergewählt werden und können jederzeit mit oder ohne Grund von den Gesellschaftern aus ihrem Amt enthoben werden.

Gesellschafter

17. Gesellschafterbeschlüsse.

17.1 Die Gesellschafter können Beschlüsse entweder im Rahmen von Gesellschafterversammlungen oder, unter Vorbehalt der in dieser Satzung definierten Beschränkungen und den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, durch schriftliche Beschlüsse fassen.

17.2 Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme, sofern nicht anderweitig durch die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg vorgegeben.

17.3 Änderungen der Satzung müssen (i) durch Mehrheit der Gesellschafter nach Köpfen und (ii) drei Viertel des ausgegebenen Gesellschaftskapitals genehmigt werden, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg oder gemäß der Satzung erforderlich.

17.4 Alle anderen Gesellschafterbeschlüsse werden durch Gesellschafter getroffen, die mehr als die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegeln, sofern nicht anderweitig gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Wenn bei der ersten Versammlung keine beschlussfähige Mehrheit erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben ein zweites Mal zusammengerufen oder zur Abstimmung gebeten und Beschlüsse werden in diesem Fall durch Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen, unabhängig von dem Anteil des vertretenen ausgegebenen Gesellschaftskapitals.

18. Schriftliche Beschlüsse.

18.1 Wenn die Gesellschaft fünfundzwanzig (25) oder weniger Gesellschafter hat, müssen die Gesellschafterbeschlüsse nicht in Gesellschafterversammlungen verabschiedet werden, sondern können auch durch schriftliche Beschlüsse verabschiedet werden.

18.2 Der Text von Beschlüssen, die durch schriftlichen Beschluss getroffen werden sollen, wird den Gesellschaftern durch das Management per Einschreiben, Brief, EMail oder Fax zugesandt. Gesellschafter sind verpflichtet, ihre Stimme abzugeben und sie innerhalb von fünfzehn (15) Tagen nach Erhalt des Briefes dem Management der Gesellschaft per Einschreiben, Brief, E-Mail oder Fax zurückzusenden. Stimmen, die nicht innerhalb dieses Zeitraums abgegeben werden, gelten als Enthaltungen.

18.3 Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 können durch einstimmigen schriftlichen Beschluss aller Gesellschafter in dem jeweiligen schriftlichen Beschluss oder anderweitig aufgehoben werden.

Die formellen dargelegten Anforderungen zur Verabschiedung von schriftlichen Gesellschafterbeschlüssen in Paragraph 19.2 sind nicht zutreffend, wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter hat. Alle durch einen alleinigen Gesellschafter getroffenen Beschlüsse müssen jedoch schriftlich dokumentiert und von dem alleinigen Gesellschafter unterzeichnet werden.

18.4 Kopien oder Auszüge der schriftlichen Gesellschafterbeschlüsse sind vom Management zu bestätigen.

19. Gesellschafterversammlungen (Jahreshauptversammlung und außerordentliche Versammlungen).

19.1 Eine Jahreshauptversammlung muss nur abgehalten werden, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat. In diesem Fall werden diese Satzung dahingehend geändert, dass sie das Datum und die Uhrzeit enthalten, zu dem solche Jahreshauptversammlung stattzufinden hat.

19.2 Außerordentliche Gesellschafterversammlungen werden im Einklang mit den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg durch Mitteilung des Management, des/der Wirtschaftsprüfer(s) der Gesellschaft oder des/der Gesellschafter (s), der/die mindestens die Hälfte des ausgegebenen Gesellschaftskapitals der Gesellschaft widerspiegelt, einberufen.

19.3 Eine Gesellschafterversammlung darf nur im Ausland abgehalten werden, wenn dies nach Meinung des Management aufgrund von Umständen höherer Gewalt erforderlich ist.

19.4 Die Mitteilung zur Einberufung der Gesellschafterversammlung und zur Angabe des Ortes, des Datums, der Uhrzeit und der Agenda solcher Versammlung ist den Gesellschaftern mindestens acht (8) Tage vor der Gesellschafterversammlung zuzusenden. Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung zugegen oder Vertretern sind, können sie erklären, dass sie über die Agenda der Versammlung informiert wurden und können auf die obengenannte Anforderung der vorherigen Mitteilung verzichten.

19.5 Ordnungsgemäß zusammengesetzte Gesellschafterversammlungen vertreten die Gesellschafter der Gesellschaft.

19.6 Wenn die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter hat, übt solcher Gesellschafter die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß geltenden Gesetzen und dieser Satzung gewährt werden. Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 in seiner jeweils gültigen Fassung, gelten für diese Situation nicht.

20. Verfahren bei Gesellschafterversammlungen.

20.1 Ein Gesellschafter kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung durch Ernennung eines Vertreters, entweder schriftlich oder per Fax, handeln. Bei solchem Vertreter muss es sich nicht um einen Gesellschafter handeln.

20.2 Gesellschafter können durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder ähnliche Kommunikationswege, die die gleichzeitige Kommunikation mehrerer Personen miteinander ermöglichen, an einer Gesellschafterversammlung teilnehmen. Solche Teilnahme gilt als gleichwertig zu einer physischen Präsenz bei der Versammlung.

20.3 Das Management kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die erfüllt werden müssen, um an einer Gesellschafterversammlung teilzunehmen.

20.4 Der/Die Vorstandsvorsitzende oder im Falle seiner/ihrer Abwesenheit eine beliebige andere von den Gesellschaftern ernannte Person, führt den Vorsitz über jede Gesellschafterversammlung (der/die „Vorsitzende der Gesellschafterversammlung“).

20.5 Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung ernennt ein/e Sekretär/in. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Stimmrechtsprüfer. Der/Die Vorsitzende der Gesellschafterversammlung bildet zusammen mit dem/der Sekretär/in und dem/den Stimmrechtsprüfer(n) den Vorstand der Hauptversammlung (der „Vorstand“).

20.6 Die Mitglieder des Vorstands müssen eine Teilnehmerliste unter Angabe (i) des Namens der Gesellschafter, (ii) der Anzahl der von ihnen jeweils gehaltenen Anteile und, wenn zutreffend, (iii) des Namens ihres Vertreters anfertigen und unterzeichnen.

20.7 Der Vorstand hat ferner Protokoll über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung zu führen und dieses Protokoll zu unterzeichnen.

20.8 Kopien oder Auszüge des Protokolls der Gesellschafterversammlung sind vom Management zu bestätigen.

Finanzjahr, Gewinnausschüttung

21. Geschäftsjahr.

21.1 Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember.

22. Genehmigung des Jahresabschlusses.

22.1 Am Ende jedes Finanzjahres werden die Bücher abgeschlossen und das Management erstellt den Jahresabschluss der Gesellschaft gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg.

22.2 Das Management reicht den Jahresabschluss der Gesellschaft bei dem/den etwaigen Wirtschaftsprüfer(n) der Gesellschaft zur Prüfung ein und legt ihn den Gesellschaftern zur Genehmigung vor.

22.3 Jeder Gesellschafter kann den Jahresabschluss beim Geschäftssitz der Gesellschaft gemäß den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg einsehen.

23. Gewinnverteilung. Vom Jahresnettogewinn der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die Rücklagen eingestellt, wie gemäß den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg erforderlich. Diese Zuteilung ist nicht mehr erforderlich, sobald und solange die Rücklagen zehn Prozent (10 %) des gezeichneten Gesellschaftskapitals der Gesellschaft betragen. Die Gesellschafter bestimmen, wie der restlichen Jahresnettogewinn verteilt wird. Die Rücklagen können ganz oder teilweise eingesetzt werden, um (i) etwaige existierende Verluste aufzufangen, (ii) als Rücklagen oder Rückstellungen genutzt zu werden, (iii) sie zum nächsten folgenden Finanzjahr zu übertragen oder (iv) um den Gesellschaftern als Dividende ausgeschüttet zu werden.

24. Abschlagsdividenden.

24.1 Das Management ist befugt, Abschlagsdividenden auszuzahlen, vorausgesetzt, dass ein Zwischenabschluss erstellt wurde und dass solcher Zwischenabschluss zeigt, dass die Gesellschaft über ausreichend verfügbare Mittel für solche Ausschüttung verfügt.

Auflösung, Liquidierung

25. Auflösung und Liquidation.

25.1 Die Auflösung der Gesellschaft kann von seinen Gesellschaftern mit der gleichen beschlussfähigen Mehrheit beschlossen werden, die für die Änderung dieser Satzung erforderlich ist, sofern die Gesetze des Großherzogtums Luxemburg nicht anderweitige Bestimmungen enthalten.

25.2 Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere von den Gesellschaftern ernannte/n Liquidator(en) durchgeführt. Die Gesellschafter bestimmen außerdem die Befugnisse und die Vergütung des Liquidators/der Liquidatoren.

25.3 Nach Zahlung aller ausstehenden Schulden und Gebühren gegen die Gesellschaft, einschließlich Steuern und Auslagen in Verbindung mit dem Liquidationsprozess wird das restliche Nettovermögen der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig zur Anzahl der Anteile, die sie jeweils halten, ausgeschüttet.

Geltendes Recht

26. Geltendes Recht. Alle Angelegenheiten, die nicht dieser Satzung unterliegen, werden gemäß geltendem Recht entschieden.

Übergangsbestimmungen:

Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am heutigen Datum und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung:

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, erklärte danach die Zeichnung und vollständige Zahlung in bar der gesamten zwölftausend fünfhundert (12.500) Anteile mit einem Nennbetrag von jeweils einem Euro (1 EUR), von der Gesellschaft ausgegeben.

Dem unterzeichnenden Notar wurde ein Beleg für solche Zahlung vorgelegt. Der unterzeichnende Notar erklärt, dass die in Artikel 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 zu Handelsgesellschaften, wie gemäß Artikel 1832 des Zivilgesetzbuches geändert, dargelegten Bedingungen in ihrer jeweils gültigen Fassung erfüllt wurden und bezeugt ausdrücklich ihre Erfüllung.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Der Gründungsgesellschafter, vertreten vom Vertreter, verabschiedete danach in seiner Kapazität als alleiniger Gesellschafter der Gesellschaft die folgenden Gesellschafterbeschlüsse:

1. Die folgende Personen werden für einen unbefristeten Zeitraum zu Geschäftsführern der Gesellschaft ernannt:

- Hr. George VALENTINI, geboren in Hamilton, Canada, am 21. Juni 1958, geschäftsansässig in 30 Adelaide Street East, Suite 1600, State Street Financial Centre, Toronto, ON, Canada M5C 3H1, as class A Geschäftsführer;

- Hr. Cengiz COELHAN, geboren in Bad Hersfeld, Germany, am 10. Mai 1974, geschäftsansässig in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class A Geschäftsführer;

- Hr. Andreas MISCHLER, geboren in Saarlouis, Germany, am 16. Oktober 1973, geschäftsansässig in 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg, as class B Geschäftsführer.

2. Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft ist unter der Adresse 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Kosten

Auslagen, Kosten und Gebühren jeglicher Art, die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu entrichten sind, betragen etwa 1.500,- Euros.

WORÜBER URKUNDE, dessen wurde vorliegende notarielle Urkunde in Redange-sur-Attert am zu Beginn dieses Dokuments angegebenen Datum erstellt.

Der unterzeichnende Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch formuliert wurde, gefolgt von einer französischen Version und dass der englische Text im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem französischen Text Vorrang hat.

Dieses Dokument wurde dem Vertreter, welcher dem Notar nach Familienname, Vorname, Personenstand und Wohnort bekannt ist, vorgelesen. Diese Originalurkunde wurde dann vom Vertreter zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: V. PIERRU, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 20 février 2015. Relation: DAC/2015/2998. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 25 février 2015.

Référence de publication: 2015034385/710.

(150038995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

Olympia Le Tan IP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R.C.S. Luxembourg B 194.865.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of the month of February;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

APPEARED:

World Ginza Holding, a private company limited by shares incorporated under the laws of Mauritius, with registered office in c/o AAMIL (Mauritius) Ltd, 3rd floor, Suites 340-345, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, B.P. 1070, Port-Louis, Republic of Mauritius, registered with the Companies and Businesses Registration Integrated System (CBRIS) under National Business Registration Number C121251,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has required the officiating notary to enact the deed of association of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") to establish as follows:

I. Name - Registered office - Object - Duration

1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name "Olympia Le Tan IP S.à r.l." (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

3. Object.

3.1 The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. The Company shall be considered as a "Société de Participations Financières" according to the applicable provisions.

3.2 It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.3 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company to the extent permitted under Luxembourg law. To the extent permitted under Luxembourg law the Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other companies or persons that may or may not be shareholders of the Company.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may buy, sell, exchange, finance, lease, improve, demolish, construct for its own account, develop, divide and manage any real estate. It may further execute all works of renovations and transformations as well as the maintenance of these assets.

3.6 The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the shareholders.

II. Capital - Shares

5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at fifteen thousand Euros (EUR 15,000), represented by six hundred (600) shares in registered form with a par value of twenty-five Euros (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among shareholders or, if there is no more than one shareholder, to third parties.

If the Company has more than one shareholder, the transfer of shares to non-shareholders is subject to the prior approval of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each shareholder who so requests.

6.5 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

III. Management - Representation

7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholder(s).

7.2 The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason).

7.3 The shareholder(s) may decide to appoint one or several Class A managers and one or several Class B managers.

8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Subject to article 8.3 special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, by any manager of the Company.

8.3 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, special and limited powers may be delegated for specified matters to one or more persons, whether shareholders or not, only by any Class A manager acting jointly with any Class B manager.

9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 The notice period may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company or if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The Board can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented. Resolutions of the Board are validly taken by a majority of the votes of the managers present or represented provided that, if the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, at least one Class A manager and one Class B manager (in each case, whether in person or by proxy) votes in favour of the resolution. The chairman shall not be entitled to a second or casting vote.

9.6 The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present at the meeting.

9.7 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.8 In cases of urgency, circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

10. Representation.

10.1 Subject to article 10.2 the Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of any manager of the Company or by the signature of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2 and 8.3 of these Articles.

10.2 If the shareholder(s) have appointed one or several Class A managers and one or several Class B managers, the Company will be bound towards third parties by the joint signature of any Class A manager with any Class B manager.

11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of shareholders

12. Powers and voting rights.

12.1 The single shareholder assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2 Each shareholder has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of shareholders.

13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the shareholders in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or email. The shareholders shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the shareholders may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

14. Accounting year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's year, the single manager or, as the case may be, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts of the Company as well as an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing all the Company's commitments and the debts of the managers, the statutory auditor(s) (if any) and shareholders towards the Company.

14.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

15. Allocation of profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 The general meeting of shareholders has discretionary power to dispose of the surplus. It may in particular allocate such profit to the payment of a dividend or transfer it to the reserve or carry it forward.

15.3 The general meeting of shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised either since the end of the last fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves, including share premium, but decreased by losses carried forward or, where the distribution is to be made during the first financial year of the Company, since the date of incorporation of the Company but, in either case, decreased by sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these Articles.

VI. Dissolution - Liquidation

In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be shareholders, appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the shareholder (s) or by law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the shareholder or, in the case of a plurality of shareholders, the shareholders in proportion to the shares held by each shareholder in the Company.

VII. General provision

Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2015.

Subscription and payment

The Articles thus having been established, the six hundred (600) shares have been subscribed by the sole shareholder, the company World Ginza Holding, pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of fifteen thousand Euros (EUR 15,000.-) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 183 of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, and expressly states that they have been fulfilled.

Resolutions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1. The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

Class A Managers:

- Mr. Gregory BERNARD, French citizen, born on 11 August 1972 in Paris (France), residing at Flat 22, Walnut Court, Chantry Square, W8 5 UB London (United Kingdom);

- Mrs. Olympia LE TAN, French citizen, born on 16 October 1977 in London (United Kingdom), residing at 9, rue Thimonnier, F-75009 Paris (France);

- Mrs. Christine PONELLE, French citizen, born on 28 September 1965 in Marseille (France), residing at 10, rue Jacquemont, F-75017 Paris (France).

Class B Manager:

VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A., a public limited company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under number B 47765.

2. The registered office of the Company is set at 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately nine hundred and sixty Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dix-neuvième jour du mois de février;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

World Ginza Holding, une "private company limited by shares" constituée selon les lois de la République de Maurice, dont le siège social se situe au c/o AAMIL (Mauritius) Ltd, 3^{ème} étage, Suites 340-345, Barkly Wharf, Le Caudan Waterfront, B.P. 1070, Port-Louis, République de Maurice, inscrite au Companies and Businesses Registration Integrated System (CBRIS) sous le National Business Registration Number C121251,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

1. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination Olympia Le Tan IP S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 Août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du gérant unique ou, le cas échéant, par le conseil de gérance de la Société. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces événements seraient de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet la prise de participation, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes les sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces sociétés ou entreprises ou participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. La Société sera considérée comme une Société de Participations Financières selon les mesures en vigueur.

3.2 Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.3 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou toute autre société ou

personne qui peuvent être associés ou non de la Société, dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise. Dans la limite de ce qui est permis par la loi luxembourgeoise la Société pourra également donner des garanties et nantir, transférer, grever ou créer de toute autre manière et accorder des sûretés sur toutes ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société, et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne qui peuvent être associés ou non de la Société.

3.4 La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.5 La société pourra acheter, vendre, échanger, financer, louer, améliorer, démolir, construire pour son propre compte, développer, diviser et gérer tous biens immobiliers. Elle pourra en outre effectuer tous travaux de rénovations et de transformations ainsi que la maintenance de ces biens.

3.6 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles, ainsi que toutes transactions se rapportant à la propriété immobilière ou mobilière, qui directement ou indirectement favorisent ou se rapportent à la réalisation de son objet social.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

5. Capital.

5.1 Le capital de la Société est fixé à quinze mille euros (EUR 15.000), représenté par six cents (600) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle aura été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi ou il pourra être consulté par chaque associé.

6.5 La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales dans les limites et aux conditions prévues par la Loi.

III. Gestion - Représentation

7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, lequel/laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) n'(ne) est (sont) pas nécessairement associé(s).

7.2 Les gérants sont révocables n'importe quand ad nutum (sans aucune raison).

7.3 L'associé unique ou les associés, selon le cas, pourront nommer un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B.

8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, si la Société est gérée par plus qu'un gérant, du conseil de gérance, lequel aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2 Sous réserve des dispositions de l'article 8.3, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, par tout gérant de la Société.

8.3 Si les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques ne peuvent être délégués à une ou plusieurs personnes, qu'elles soient associés ou non, que par tout gérant de Classe A agissant conjointement avec tout gérant de Classe B.

9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 Il peut être renoncé à la période de convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, ou si tous les membres du conseil de gérance de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance ne sont prises valablement qu'à la majorité des voix à la condition que, si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, au moins un gérant de Classe A et un gérant de Classe B (à chaque fois soit en personne soit par procuration) votent en faveur de la résolution. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante.

9.6 Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents à la réunion.

9.7 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.8 En cas d'urgence, les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

10. Représentation.

10.1 Sous réserve des dispositions de l'article 10.2, la Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la seule signature d'un gérant ou par la signature de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.2 et 8.3 des Statuts.

10.2 Si l'associé unique ou les associés ont nommés un ou plusieurs gérants de Classe A et un ou plusieurs gérants de Classe B, la Société sera engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe de tout gérant de Classe A et de tout gérant de Classe B.

11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent, en raison de leur mandat, aucune obligation personnelle relativement à tout engagement valablement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où un tel engagement est en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée générale des associés

12. Pouvoirs et droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne ou entité comme mandataire.

13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyé(e)s par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le gérant unique ou, le cas échéant, le conseil de gérance, doit préparer le bilan et les comptes de profits et pertes de la Société, ainsi qu'un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société, avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, commissaire(s) aux comptes (si tel est le cas), et associés envers la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 L'assemblée générale des associés décidera discrétionnairement de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Elle pourra en particulier attribuer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à la réserve ou le reporter.

15.3 L'assemblée générale des associés peut décider de distribuer des dividendes intérimaires sur la base d'un état comptable préparé par les gérants dont il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, comprenant la prime d'émission, mais diminué des pertes reportées ou, lorsque la distribution a lieu lors du premier exercice social de la Société, depuis la date de constitution de la Société mais, dans tous les cas, diminué des sommes à allouer à la réserve légale établie en fonction de la loi ou des présents statuts.

VI. Dissolution - Liquidation

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les six cents (600) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique, la société World Ginza Holding, pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme quinze mille euros (EUR 15.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare par les présentes avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement

Résolutions prises par l'associée unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'associée unique:

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de classe A:

- Monsieur Gregory BERNARD, citoyen français, né le 11 août 1972 à Paris (France), résidant à Flat 22, Walnut Court, Chantry Square, W8 5 UB Londres (Royaume-Uni);

- Madame Olympia LE TAN, citoyenne française, née le 16 octobre 1977 à Londres (Royaume-Uni), résidant au 9, rue Thimonnier, F-75009 Paris (France);

- Madame Christine PONELLE, citoyenne française, née le 28 septembre 1965 à Marseille (France), résidant au 10, rue Jacquemont, F-75017 Paris (France).

Gérante de classe B:

VICTORIA MANAGEMENT SERVICES S.A., une société anonyme constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47765.

2. Le siège social de la Société est établi au 58, rue Charles Martel, L-2134 Luxembourg.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de neuf cent soixante euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 24 février 2015. Relation: 2LAC/2015/3938. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivré à la société;

Luxembourg, le 26 février 2015.

Référence de publication: 2015034603/459.

(150038577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 février 2015.

FACT Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.

R.C.S. Luxembourg B 180.220.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision du Conseil d'Administration, représenté par son administrateur unique, tenue en date du 26 février 2015, que le siège de la société est transféré de son adresse actuelle au 10, Rue Antoine Jans, L-1820 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015035688/11.

(150040531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

Falcon Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.913.

—
In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of December.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Falcon Invest SICAV (the "Company"), a public limited company with registered office in Luxembourg qualifying as an investment company with variable share capital within the meaning of the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, incorporated by a deed of Maître Jean Joseph WAGNER, notary residing in Luxembourg, dated 11 November 1998, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 874 dated 3 December 1998. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time by a notarial deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, dated 30 October 2009 and published in the Mémorial, number 2233 of 16 November 2009.

The Meeting was opened at 11 a.m. under the chairmanship of Mr Francis Kass, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Cathy Charon, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Me Veronica Aroutiunian, lawyer, professionally residing in Luxembourg.

After the constitution of the board of the Meeting, the chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the Meeting or duly represented by proxy, the proxies of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the shareholders represented, the members of the board of the Meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled “ne varietur” by the members of the board of the Meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document and registered therewith.

II. The first extraordinary general meeting of shareholders of the Company convened for 11 November 2014 could not validly deliberate on the agenda (which was identical to the agenda of the present meeting) for lack of quorum, and the present meeting has been duly reconvened by notices to the shareholders published twice in the Mémorial on 17 November 2014 and on 4 December 2014 as well as in the Luxemburger Wort and in the Tageblatt on 17 November 2014 and on 4 December 2014.

III. As appears from the said attendance list out of 7.759.302.438 shares in issue, 7.586.594 shares are present or represented at the present meeting.

According to article 67 and 67-1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the present meeting is authorized to take resolutions whatever the proportion of the present or represent capital may be.

Consequently, the quorum requirements are met and the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the aforementioned items of the agenda.

The resolution on each item of the agenda has to be passed by the affirmative vote of at least two thirds (2/3) of the votes cast in the present meeting.

IV. The agenda of the present Meeting is the following:

Agenda

1. Amendments to Article 1, second paragraph of the Company’s articles of incorporation (the “Articles”);

2. Amendments to Article 3, second paragraph of the Articles as follows:

“The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part II of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the “Law of 2010”).”

3. Amendments to Article 8, third paragraph of the Articles;

4. Amendments to Article 14, paragraphs 1 and 8 of the Articles;

5. Amendments to Article 20 of the Articles;

6. Amendments to Article 21 of the Articles;

7. Amendments to Article 27 of the Articles;

8. Insertion of a new Article 28 of the Articles and renumbering of the following Articles; and

9. Amendments to Article 30 of the Articles.

The extraordinary general Meeting takes unanimously the following resolutions:

First Resolution

The shareholders of the Company (the “Shareholders”) RESOLVE to add the following sentence as second paragraph to Article 1 of the Articles: “The Company qualifies as an externally managed alternative investment fund according to articles 1 (39) and 4 of the Law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “Law of 2013”).”

Second Resolution

The Shareholders RESOLVE to modify the second paragraph of Article 3 of the Articles, which henceforth read as follows: “The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part II of the Luxembourg law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment, as amended (the “Law of 2010”).”

Third Resolution

The Shareholders RESOLVE to delete the third paragraph of Article 8 of the Articles “Whenever used in these articles, the term “US Person” means a citizen or resident of the United States or persons who are normally resident therein, a corporation, partnership or other entity created or organised under the laws of the United States or an estate or trust the income of which is subject to US federal income taxation regardless of its source. The term “US Person” does not

include a branch or agency of a US bank or insurance company that is operating outside of the United States for valid business reasons as a locally regulated branch or agency engaged in banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities not registered under the US Securities Act of 1933, as amended.”

The Shareholders RESOLVE to replace the aforementioned deleted paragraph by the following three paragraphs: “The Company may especially not issue any shares to specified US persons, no participating financial institutions, or passive non-financial foreign entities with one or more substantial US owners, as each defined by the provisions of the Hiring Incentives to Restore Employment (HIRE) Act of 18 March 2010 commonly referred to as the Foreign Account Tax Compliance Act (“FATCA”) and the intergovernmental agreement between Luxembourg and the United States of America of 28 March 2014 (“IGA”).

Furthermore, shareholders are explicitly prohibited to sell or otherwise transfer any shares in the Company to specified US persons, nonparticipating financial institutions, or passive non-financial foreign entities with one or more substantial US owners, as each defined by FATCA and the IGA.

In case a shareholder appears to be Specified US persons, nonparticipating financial institutions, or passive non-financial foreign entities with one or more substantial US owners, as each defined by FATCA the Company may charge such shareholder with any taxes or penalties imposed on the Company attributable to such shareholder’s non-compliance under the IGA and FATCA, and the Company may, in its sole discretion, redeem such shares.”

Fourth Resolution

The Shareholders RESOLVE to replace the word “will” by the word “may” in the first sentence of Article 14 of the Articles.

The Shareholders RESOLVE to delete the following subordinate clause of paragraph 8 of the Article 14 of the Articles “or appoint a management company following chapter 13 of the law of 20 December 2002 and confer to such management company of the Company.”

The Shareholders RESOLVE to add the following sentence to Article 14 of the Articles: “The Board of Directors may in accordance with article 88-2 of the Law of 2010 as well as article 4 of the Law of 2013 designate an alternative investment fund manager subject to chapter 2 of the Law of 2013 (the “AIFM”) and enter into an agreement with such AIFM for the provision of its services, the delegation of powers to it and the determination of its remuneration to be borne by the Company.”

Fifth Resolution

The Shareholders RESOLVE to replace the reference to the law of 20 December 2002 regarding undertakings for collective investment by a reference to the “Law of 2010” in Article 20 of the Articles.

Sixth Resolution

The Shareholders RESOLVE to correct the spelling of “herein below” in Article 21 of the Articles.

Seventh Resolution

The Shareholders RESOLVE to replace the reference to part I of the Luxembourg law of 20 December 2002 by a reference to part II of the Luxembourg law of 17 December 2010 in Article 27 of the Articles.

Eighth Resolution

The Shareholders RESOLVE to insert a new Article 28 of the Articles, which read as follows: “To the extent required by law, the Company will enter into a depositary agreement with a banking or saving institution (herein referred to as the “Depositary”), as defined by the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended and which moreover complies with the requirements of the Law of 2013.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2010.

If the Depositary desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor Depositary within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor Depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Under the conditions provided for by the Law of 2010 and the Law of 2013, the Company may agree to discharge the Depositary of its liability. In particular, the Company may agree to discharge the Depositary, where the law of a non-EU country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity, but where the Depositary has established that there are no local entities subject to effective prudential regulation, including minimum capital requirements, and supervision in the jurisdiction concerned, and no local entity is subject to an external periodic audit to ensure that the financial instruments are in its possession.”

The Shareholders RESOLVE to renumber the following Articles accordingly.

Ninth Resolution

The Shareholders RESOLVE to correct the reference to the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies and replace the reference to “law of two thousand two regarding the “organismes de placement collectif” by a reference to the law of 2010.

There being no further item on the Agenda, the Meeting is closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, family names, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: C. CHARON, V. AROUTIUNIAN, F. KASS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 30 décembre 2014. Relation: LAC/2014/63991. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 février 2015.

Référence de publication: 2015035027/140.

(150039036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Horizon Fenêtre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, 29, Z.I. Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 185.187.

L'an deux mil quinze, le vingt-trois février,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange,

A COMPARU:

La société anonyme Rainier Invest S.A., avec son siège social à L-2430 Luxembourg, 27 rue Michel Rodange, constitué en date du 11 décembre 2008 suivant acte reçu par Maître Robert SCHUMAN, notaire de résidence à Differdange, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B143.653, publié au Mémorial C en date du 13 janvier 2009, numéro 74, page 3.545;

ici représentée par son administrateur-délégué Monsieur Jean-Paul DUARTE, demeurant professionnellement à L-4873 Lamadelaine, 84, avenue de la Gare;

Laquelle partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

La partie comparante est le seul actionnaire de la société anonyme

HORIZON FENETRE S.A.

établie et ayant son siège social à L-4734 PETANGE, 2 Avenue de la Gare,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 24 février 2014,

publiée au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés (Ci-après le Mémorial C) en date du 9 mai 2014, numéro 1.179, page 56.575,

inscrite au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 185.187;

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 mai 2014 publié au Mémorial C numéro 2207 en date du 20 août 2014 page 105896,

En sa qualité d'actionnaire unique, la partie comparante a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'actionnaire unique décide de transférer le siège social de la société pour l'établir au 29, Z.I. Op Zaemer, L-4959 Bascharage, et de procéder à la modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui conférer la teneur suivante:

« **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Bascharage.».

Frais

Les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.300,- EUR (mille trois cents euros).

A l'égard du notaire instrumentant, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Déclaration en matière de blanchiment

La partie comparante signataire des présentes, déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie que les fonds/biens/droite servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre (ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant a encore rendu la partie comparante attentive au fait que l'exercice de certaines activités peut nécessiter une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social respectivement d'autres autorisations administratives particulières, et qu'il y a lieu de se renseigner en ce sens auprès des autorités administratives compétentes avant d'exercer l'activité de la société dont question.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses noms, prénoms usuels, états et demeures, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: J-P. DUARTE, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 26 février 2015. Relation: EAC/2015/4587. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): M. HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 2 mars 2015.

Référence de publication: 2015035107/56.

(150039654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

GDL Carottages Lux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Sonlez, 21, rue J.B. Determe.

R.C.S. Luxembourg B 139.182.

L'an deux mille quinze, le dix-huit février.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz

A comparu:

- Monsieur Laurent HISETTE, né à Arlon (Belgique) le 11 décembre 1973 demeurant à B-6860 Leglise (Belgique), 20, rue d'Anlier
- Monsieur André BIREN, né à Arlon (B), le 4 avril 1964, demeurant à B-6700 Arlon, 9, rue des Capucins
- Madame Sophie ENDRES, née à Montreuil (F) le 5 décembre 1981, demeurant ensemble à B-6860 Leglise, 20, rue l'Anlier

Lesquels comparants, présents ou tel que représentés, ont exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée GDL CAROTTAGES LUX Sàrl a été constituée suivant acte reçu par le notaire Georges d'HUART, alors de résidence à Pétange, en date du 16 mai 2008, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1616 du 1^{er} juillet 2008, dont les statuts n'ont pas encore été modifiés à ce jour.
- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 139.182,
- qu'elle a un capital de douze mille quatre cent cinquante euros (12.450.-EUR) représenté par deux cent quarante-neuf (249) parts sociales de cinquante euros (50.-EUR) chacune,
- que les comparants Laurent HISETTE et André BIREN, prénommés sont les seuls associés représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée «GDL CAROTTAGES LUX Sàrl» avec siège social à L-8832 Rombach, 22, Rue des Tilleuls.

Ensuite les comparants, agissant comme prédit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Cession de parts

Monsieur André BIREN, prénommé, cède par les présentes la totalité de ses parts sociales (à savoir cent vingt-trois (123) parts sociales) à Madame Sophie ENDRES, prénommée, qui accepte.

Ladite cession prend effet à partir d'aujourd'hui.

Les parts cédées ne sont représentées par aucun titre, le cessionnaire est, à partir de ce jour, subrogée dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

45456

Prix.

La présente cession de parts a eu lieu pour et moyennant le prix convenu entre parties que les cédants reconnaissent et déclarent avoir reçu du cessionnaire avant la signature du présent acte, ce dont quittance et titre de la part du cédant.

Acceptation de la cession de parts sociales

Monsieur Laurent HSETTE, prénommé, déclare accepter, en tant que gérant, au nom de la société conformément aux dispositions de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales, cette cession déclarant qu'il a entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet de la susdite cession.

Suite à la prédite cession les parts sociales de la société sont détenues comme suit:

- Monsieur Laurent HSETTE, prénommé, cent vingt-six parts sociales	126
- Madame Sophie ENDRES, prénommée, cent vingt-trois parts Sociales	123
Total des parts: deux cents quarante-neuf parts	249

Deuxième Résolution

Les associés décide de transférer le siège social de la société de Rombach à L-9647 Sonlez, 21, Rue J.B Determe et modifie par conséquence l'article 4 alinéa premier des statuts, qui aura la teneur suivante:

« **Art. 4. (alinéa 1^{er}).** Le siège de la société est établi dans la commune de Winseler.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 800 EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Hissette L., Endres S., Biren A., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 23 février 2015. Relation: DAC/2015/3060. Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 24 février 2015.

Référence de publication: 2015035061/58.

(150039224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mars 2015.

Hairkiller Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6783 Grevenmacher, 33, Op der Heckmill.

R.C.S. Luxembourg B 112.400.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015035743/10.

(150040321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.

GNB-International Management, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 1, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 50.293.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2015

Suite à la démission de KPMG Audit S.à r.l., 31, Allée Sheffer, L- 2520 Luxembourg de son mandat de Réviseur d'entreprises agréée en date du 27 février 2015, les actionnaires ont décidé de nommer PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative, ayant son siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, comme Réviseur d'Entreprises agréée. Ce mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2015.

Fait à Luxembourg, le 02 mars 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015035721/14.

(150040098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 mars 2015.